



Lettre ouverte : SERV et les engagements climatiques de la Suisse

À l'attention de :

- M. Guy Parmelin, Président de la Confédération suisse, Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEEF)
- M. Albert Rösti, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications (DETEC)
- Mme Helene Budliger Artieda, Secrétaire d'État, Directrice du Secrétariat d'État à l'économie (SECO)
- Mme Barbara Hayoz, Présidente du Conseil d'administration de SERV
- Copie à : Mme Katrin Schneeberger, Directrice de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)

Le 25 février 2026

Monsieur le Président de la Confédération,

Monsieur le Conseiller fédéral,

Madame la Secrétaire d'État,

Madame Hayoz,

Ces trois dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Les climatologues nous avertissent que nous pourrions bientôt franchir plusieurs points de basculement critiques, avec des conséquences écologiques, humaines, économiques et politiques irréversibles et catastrophiques.¹ Les répercussions du changement climatique affecteront également les droits humains des générations actuelles et surtout futures.

¹ Tim Lenton et al (eds.), The Global Tipping Points Report 2025, University of Exeter 2025

Avec une hausse des températures moyennes de 3 °C, la Suisse est particulièrement touchée par le changement climatique.² Le dégel du pergélisol, les vagues de chaleur catastrophiques, les glissements de terrain, les inondations et les sécheresses menacent les fondements de notre bien-être et la réalisation des droits humains.

Conformément à la loi sur le climat et l'innovation, le gouvernement suisse doit atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 et prendre des mesures pour réduire l'impact climatique des flux financiers nationaux et internationaux. En signant le Partenariat pour la transition énergétique propre (PTEP) à Glasgow, la Suisse, aux côtés de 39 autres acteurs, s'est également engagée à mettre fin au financement public international des énergies fossiles d'ici la fin de l'année 2022, et à privilégier le financement des énergies propres.

L'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV) est un instrument important de la promotion des exportations et de la politique économique de la Suisse. En tant qu'organisme indépendant de l'administration fédérale, elle est tenue de respecter les lois, les directives et les obligations internationales de la Suisse.

Malheureusement, ce n'est pas le cas en matière de politique climatique. SERV viole les engagements de la Suisse envers le Partenariat pour la transition vers une énergie propre (PEPT) et se positionne comme l'une des principales sources de financement public pour les nouveaux projets gaziers. Depuis 2023, SERV a apporté un soutien provisoire ou définitif à pas moins de dix centrales à gaz, y compris dans des pays extrêmement répressifs comme l'Arabie saoudite et le Turkménistan, qui disposent pourtant d'un potentiel considérable en matière de développement des énergies renouvelables. Ces centrales émettraient environ 20 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an, soit près de la moitié des émissions nationales totales de la Suisse.³

En soutenant le développement de la combustion du gaz, SERV aggrave la crise climatique et compromet les efforts des autres États signataires du PETP. Cela nuit à la crédibilité de la politique étrangère, environnementale et climatique de la Suisse et retarde la transition nécessaire de son économie vers l'ère des énergies renouvelables.

La Suisse ne doit plus figurer parmi les rares pays qui sabordent la politique climatique internationale. Les organisations soussignées appellent le Conseil fédéral, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et le conseil d'administration de SERV à prendre les mesures suivantes :

1. Conformément aux engagements de la Suisse envers le PEPT, SERV doit immédiatement cesser d'assurer des projets utilisant des combustibles fossiles, y compris les centrales à gaz, et renforcer son soutien aux projets d'énergies renouvelables.
2. En tant qu'entité fédérale indépendante, SERV doit se montrer exemplaire et, conformément à la loi sur le climat et l'innovation, atteindre la neutralité climatique pour l'ensemble de ses émissions d'ici 2040, en incluant autant que possible les émissions en

² MeteoSuisse, <https://www.meteosuisse.admin.ch/climat/changement-climatique.html> (consulté le 11 février 2026)

³ Peter Bosshard, Saudi Arabia: Swiss climate wreckers strike again, Swiss Climate Rambles, 1er décembre 2025

amont et en aval. SERV doit soumettre une stratégie crédible pour la réalisation de cet engagement d'ici la fin de l'année.

3. Conformément à la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration, SERV est tenue de garantir au public l'accès à toutes les informations pertinentes. Cela inclut la publication sans délai de toutes les décisions relatives aux projets et le libre accès du public aux évaluations climatiques réalisées par SERV.

4. Le conseil d'administration de SERV doit être restructuré ou élargi afin de garantir une meilleure cohérence entre ses activités et les principes de la politique étrangère, environnementale et climatique Suisse. Il conviendrait d'intégrer dans le conseil d'administration deux membres possédant une expérience institutionnelle et une expertise en matière de politique étrangère, environnementale et climatique.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces questions. Nous serions heureux-ses d'en discuter avec vous lors d'une réunion et attendons votre réponse avec intérêt.

Cordialement,

Laura von Niederhäusern, **act now!**

Action de Carême

Yvan Maillard-Ardenti, **Alliance Climatique Suisse**

Andreas Missbach, **AllianceSud**

Rosmarie Wydler-Wälti, **Aînées pour le climat Suisse**

Danièle Gosteli-Hauser, **Amnesty International, Section Suisse**

Michelle Lüchinger, **Association de soutien Oikokredit Suisse alémanique**

Oliver Daepp, **Association Suisse pour la protection du climat**

Avocat.e.s pour le Climat

Nora Scheel, **Campax**

Camille Delgrange, **Collectif BreakFree Suisse**

Bruno Mottini, **EcoVisuel**

EPER - Entraide Protestante Suisse

Marcel Hänggi, **Fondation Énergie**

Le comité national, **Grands-parents pour le climat**

Georg Klingler, **Greenpeace Suisse**

Urs Leugger-Eggimann, **Pro Natura**

Manuel Abebe, **Public Eye**

Christoph Riess & Corina Keller, **Scientist Rebellion Switzerland**

Leïla Réau, **Swiss Youth for Climate**

Sonja Tschirren, **Swissaid**

Raphael Noser, **les Vert-e-s Suisse**

Thomas Vellacott, **WWF Suisse**